

Traduction non officielle

[Résolution de l'accord de paix de Paris - Ambassade de l' américaine au Cambodge](#)

Le Sénat américain, le 12 mai, a adopté à l'unanimité une résolution pour commémorer le 30e anniversaire des accords de paix de Paris de 1991, qui a mis fin à des décennies de conflit et a mis le Cambodge sur la voie de la paix, de la stabilité et de la prospérité.

La résolution bipartite a été parrainée par les sénateurs Edward J. Markey du Massachusetts, Mitt Romney de l'Utah, Bob Menendez du New Jersey et Jim Risch de l'Idaho.

L'ambassadeur des États-Unis au Cambodge W. Patrick Murphy a déclaré: «La voix importante de la Direction législative américaine confirme que les États-Unis sont avec le peuple cambodgien pour soutenir leurs aspirations soutenues pour une démocratie multipartite inclusive qui protège les droits de l'homme. La résolution rappelle également le rôle important de la communauté internationale dans le partenariat avec les parties prenantes cambodgiennes en 1991 pour aider le Royaume à mettre fin à la violence et à commencer à reconstruire la nation. »

La résolution se souvient des accords de paix de Paris comme une «réalisation historique du peuple cambodgien», exhorte tous les signataires à réaffirmer leurs engagements et appelle le gouvernement cambodgien à tenir la promesse démocratique des accords.

La résolution entière peut être trouvée [dessous](#).

S.RES.427 - Une résolution pour commémorer l'anniversaire de 30 ans des accords de paix de Paris de 1991 au **Cambodge et pour faire appel à tous les signataires à ces accords pour respecter leurs engagements pour obtenir un Cambodge pacifique, prospère, démocratique et souverain.**

Texte: S.Res.427 - 117e Congrès (2021-2022)

Montré ici:

Convenu au Sénat (05/11/2022)

117e congrès

Séance 2d

S. res. 427

Commémorer l'anniversaire de 30 ans des accords de paix de Paris de 1991 avec le **Cambodge** et faire appel à tous les signataires à ces accords pour respecter leurs engagements pour obtenir un **Cambodge** pacifique, prospère, démocratique et souverain.

Au Sénat des États-Unis

26 octobre 2021

M. Markey (pour lui-même, M. Romney, M. Menendez, M. Risch, M. Cardin et M. Coons) ont soumis la résolution suivante; qui a été renvoyé à la commission des relations étrangères

30 mars 2022

Rapporté par M. Menendez, avec un amendement

11 mai 2022

Considéré, modifié et convenu de

RESOLUTION

Commémorer l'anniversaire de 30 ans des accords de paix de Paris de 1991 avec le **Cambodge** et faire appel à tous les signataires à ces accords pour respecter leurs engagements pour obtenir un **Cambodge** pacifique, prospère, démocratique et souverain.

Alors que les accords signés à la Conférence de Paris sur le **Cambodge** le 23 octobre 1991 (communément appelé «accords de paix de Paris»), ont conduit à la fin d'une guerre civile brutale de 12 ans au **Cambodge** et ont ouvert la voie à la réconciliation nationale à travers L'expulsion des forces étrangères et la garantie du droit à l'autodétermination du peuple **Cambodgien** à travers des élections libres et équitables;

Alors que les accords de paix de Paris représentaient une réalisation historique pour le peuple **Cambodgien**, le **Cambodge**, la communauté internationale et les États-Unis et sont la base de la paix dont jouissait le **Cambodge** aujourd'hui;

Alors que les États-Unis ont été partie à la négociation et à la conclusion des accords de paix de Paris, qui comprenaient également le leadership et la participation d'une large coalition internationale composée d'Australie, Brunei, Canada, Chine, France, Inde, Indonésie, Japon, Laos, Malaisie , les Philippines, Singapour, l'ancienne union des républiques socialistes soviétiques, le Royaume-Uni, le Vietnam, l'ancienne Yougoslavie et le **Cambodge**;

Tandis que les accords de paix de Paris ont autorisé la création de l'autorité de transition des Nations Unies au **Cambodge** (UNTAC), qui était un effort international sans précédent pour aider à administrer le **Cambodge** et à guider le pays lorsqu'il a émergé des années de guerre civile;

Alors que l'autorité de transition des Nations Unies au **Cambodge** a réussi à empêcher la résurgence du Khmers génocidaire, a créé l'atmosphère pour la réconciliation nationale, a joué un rôle déterminant au retour de centaines de milliers de réfugiés **Cambodgien** à leurs maisons et a jeté les bases d'une nouvelle constitution et Élections libres et équitables qui présentaient une large participation;

Alors que, depuis que le Conseil des Nations Unies pour la sécurité a créé l'autorité de transition des Nations Unies au **Cambodge** par le biais de la résolution 745 du Conseil de sécurité des Nations Unies en 1992, les États-Unis et la communauté internationale ont continué à soutenir la paix, la sécurité et la prospérité du **Cambodge**, comme le démontre à travers la livraison par les États-Unis de plus de 1 500 000 000 \$ en aide au développement et plus de 3 000 000 \$ en aide totale au **Cambodge**, selon le Département d'État;

Alors que la mise en œuvre des accords de paix de Paris a établi des institutions essentielles à la paix, au développement et à la liberté au **Cambodge**, y compris les débuts d'une société civile dynamique et des médias indépendants;

Alors que les accords de paix de Paris ont énoncé un processus démocratique pour l'élection d'une assemblée constituante qui a adopté la constitution du Royaume du **Cambodge**, qui oblige le royaume à «respecter les droits de l'homme comme stipulé dans la Charte des Nations Unies,

la Déclaration universelle des droits de l'homme , les alliances et les conventions liées aux droits de l'homme, des droits des femmes et des enfants »;

Alors que les actions du Premier ministre Hun Sen et du Parti du Peuple **Cambodgien** au pouvoir depuis 1993 pour consolider le pouvoir, qui ont enfreint les droits et libertés fondamentaux du peuple **Cambodgien** et culminé dans l'interdiction du **Cambodge** National Rescue Party (CNRP) en 2017, Transformer efficacement le **Cambodge** en un État à parti unique, violent la Constitution du Royaume du **Cambodge** et conteste la pleine mise en œuvre des accords de paix de Paris;

Tandis que l'utilisation signalée de la base navale du **Cambodge** sur le golfe de Thaïlande par la République populaire de Chine serait incompatible avec le statut de neutralité du **Cambodge** en vertu des accords de paix de Paris, que la Constitution du Royaume du **Cambodge** a défini par la suite, en partie, comme «comme» ne permettra (ting) aucune base militaire étrangère sur son territoire »; et

Alors que les arrestations politiquement motivées de plus de 150 personnes associées au Parti national de sauvetage du **Cambodge** depuis juin 2019 et aux poursuites judiciaires irrégulières des détenus sapent encore l'intention des accords de paix de Paris pour permettre une participation politique complète aux élections libres et équitables: maintenant, donc, par conséquent, que ce soit

Résolu, que le Sénat –

(1) Reste attaché au peuple **Cambodgien** et à leurs aspirations pour un pays plus pacifique, prospère, démocratique et souverain, comme envisagé dans les accords signés à la Conférence de Paris sur le **Cambodge** le 23 octobre 1991 (communément appelé «Paris Accords de paix »), avec le soutien de la communauté internationale;

(2) appelle tous les signataires des accords de paix de Paris, y compris les parties prenantes **Cambodgien**, pour réaffirmer leurs engagements en vertu des accords, dont la réalisation fera progresser la paix, la prospérité, les droits et les libertés dont bénéficie le peuple **Cambodgien** 30 ans après la signature des accords; et

(3) souligne la nécessité du gouvernement du **Cambodge** -

(A) s'engager à des élections multipartites libres et équitables lors des prochaines élections communautaires en 2022 et aux élections nationales en 2023 comme une expression de son engagement envers l'autodétermination du peuple **Cambodge**;

(B) maintenir ses engagements à protéger les droits de l'homme, les institutions démocratiques et les élections libres et équitables;

(C) rejeter toutes les accusations, poursuites et condamnations politiquement motivées politiquement de l'opposition, des journalistes et des militants de la société civile;

(D) s'abstenir des actions qui violent son statut de neutralité; et

(E) to use its role as 2022 Chair of the Association of Southeast Asian Nations (ASEAN) to strengthen the institution and ASEAN's independence and uphold the values of the ASEAN Charter and the Treaty of Amity and Cooperation in Southeast Asia, done at Denpasar February 24, 1976.